

DEPARTEMENT DES
ALPES MARITIMES

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

CANTON DE BAR SUR LOUP

N° 8483

NOMBRE

de conseillers en exercice

33

de présents

23

de votants

32

OBJET

Convention Commune – GrDF -
Installation et hébergement
d'équipements de télé-relève

VOTES

Pour	30	
Contre	2	CHARLOT VALDIEU C. (HOSKIN MP.)
Abstention		

L'an deux mil quinze, le vingt-quatre septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Valbonne étant rassemblé en séance ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de :

Monsieur DAUNIS Marc, Sénateur-Maire

Étaient présents : DAUNIS Marc, ETORE Christophe, BONNEAU Martine, SAVORNIN Richard, DERONT-BOURDIN Gautier, LASSOUED Bouchra, BARADEL André-Daniel, MEULIEN Jean-Paul, KHALDI Philippe, VIVARELLI Philippe, BORIES Camille, SIMON Eric, DEBORDE Élisabeth, SANTOS Xavier, ROUGELIN Alexandra, SELOSSE Sandrine, DALMAS Fabien, DENISE Charlène, CHARLOT VALDIEU Catherine, KAÇA Afrim, FERNANDEZ Patrick, DAL MORO Christian, MEBAREK Yamina.

Procurations : VIGNOLO Betty à DAUNIS Marc; PEACOCK Valérie à DERONT-BOURDIN Gautier, LANCHARRO Marie-José à LASSOUED Bouchra, MARZINIAK Yannick à SANTOS Xavier, BOSSARD Frédéric à ETORE Christophe, BENTRAD Samira à BORIES Camille, VALENTI Anaïs à SAVORNIN Richard, FOISSAC Elodie à KHALDI Philippe, HOSKIN Marie-Pierre à CHARLOT VALDIEU Catherine.

Absent : MILLET Jacques.

Madame DENISE Charlène est désignée secrétaire de séance.

La société Gaz Réseau Distribution de France (GrDF) prépare depuis 2007 un projet de comptage évolué pour le marché de détail du gaz naturel, lequel représente environ 11 000 000 de consommateurs, résidentiels et petits professionnels, desservis par le gestionnaire de réseaux. Ce projet a pour objectif de remplacer l'ensemble des compteurs existants par des compteurs évolués baptisés « Gazpar ». Ils permettront notamment la transmission à distance des index de consommation réelle, à une fréquence mensuelle. Son déploiement est prévu au cours de la période 2016 - 2022.

La Commission de Régulation de l'Energie (CRE) a synthétisé et exprimé les objectifs du projet dans sa délibération du 3 septembre 2009. Ces objectifs se déclinent en trois points :

- améliorer le fonctionnement du marché du gaz : facturation plus fréquente (idéalement mensuelle) et fondée sur des consommations réelles, meilleure efficacité du marché par une fluidification de certains processus, notamment de changement de fournisseur pour un particulier, etc. ;
- développer de nouveaux services visant à maîtriser l'énergie autour de la fréquence et de la qualité des index relevés ;
- améliorer la performance des gestionnaires de réseaux : réduction des coûts directs d'acquisition de données de comptage, diminution des réclamations, meilleure connaissance du parc des compteurs, etc...

Le projet de comptage évolué Gaz présente des enjeux importants pour :

- les consommateurs : l'amélioration globale du confort est une attente forte grâce au suivi régulier de la consommation, à la fiabilité de la facturation, au non dérangement en cas de compteur inaccessible et au changement de fournisseur facilité (changement sur index réels) mais également aux possibilités accrues de maîtrise des consommations ;
- les fournisseurs : les compteurs évolués permettront la fiabilisation de la chaîne de facturation, donc la baisse des réclamations liées aux relèves, le développement de nouveaux services Clients et, à terme, la possibilité d'amélioration du profilage (précision et segmentation) et de réduction des comptes d'écart distribution ;
- le distributeur GrDF : la fiabilisation du relevé et la facilitation des relations avec les clients (moindre dérangement pour les clients dont les compteurs ne sont pas accessibles aux distributeurs) sont des enjeux importants tout comme l'amélioration de l'image du gaz et l'innovation avec le développement des smart pipes (réseaux intelligents) ;

.../...

- les sociétés de service : de nouvelles possibilités de développement de services sont pressenties, par exemple autour des diagnostics de consommation et des alertes de dépassement ;
- les collectivités territoriales : les attentes portent à la fois sur la gestion des bâtiments en propre mais également sur une meilleure fréquence et géolocalisation des consommations qui faciliteraient la réalisation des Plans Climat Energie Territoriaux et permettraient de prioriser les politiques publiques par zone ou bâtiment ;
- les gestionnaires de parc, en particulier les bailleurs sociaux : les enjeux des compteurs communicants portent sur la priorisation des travaux de rénovation des bâtiments par l'agrégation de données et la sensibilisation des locataires et occupants à la maîtrise de la demande en énergie (MDE).

A cet effet, GrDF propose à la Commune une convention afin de déterminer les conditions dans lesquelles la Commune met à la disposition de GrDF des emplacements pour l'installation et l'hébergement des équipements techniques.

Les sites proposés sont :

- le dojo municipal, 185 allée Georges Pompidou ;
- le logement du groupe scolaire de l'Ile Verte, 2555 route de Biot ;
- la salle municipale de Cuberte, route de Cannes ;
- l'Hôtel de Ville, 1 place de l'Hôtel de Ville ;
- le Centre Technique Municipal, 461 chemin de la Veyrière ;
- le cimetière municipal, chemin de Darbousson ;
- le stade Léon Chabert, route de Biot ;
- le complexe sportif municipal, promenade de la Bouillide ;
- le Centre administratif, place Joseph Bermond.

Le niveau d'ondes radio émises pour les concentrateurs est de l'ordre de 500mW.

Le niveau d'ondes radio émises pour les émetteurs placés sur les compteurs communicants est de l'ordre de 50 à 100mW.

GrDF s'engage à payer redevance annuelle de cinquante euros (50 €) hors taxe par site équipé afin de compenser la consommation en électricité (200 Wh/jour), l'occupation du site et les frais de facturation. Elle sera revalorisée le 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'index mensuel T.P. de la fin de chacun des 4 trimestres précédents.

Après signature de la convention entre la Commune et GrDF, une étude sera réalisée afin de vérifier la bonne couverture du territoire par les antennes de réception sur chacun des sites envisagés. En cas de mauvaise réception, d'autres sites pourront être proposés.

Chacun des sites retenus fera l'objet d'une annexe à la présente convention complétée par des conditions particulières.

La durée de la convention est de vingt ans correspondant à la durée de vie des équipements techniques.

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, le Conseil :

- **APPROUVE** le projet de convention ci-joint ;
- **AUTORISE** Monsieur le Sénateur-Maire ou son représentant à signer ladite convention et à en assurer l'exécution ainsi que tout document nécessaire à la mise en œuvre de ce projet.

FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.

Le Sénateur-Maire certifie que le compte rendu de la séance du Conseil Municipal a été affiché à la porte de la Mairie le 28 septembre 2015 et que la convocation du Conseil a été faite le 18 septembre 2015. La présente délibération a été affichée le 02 octobre 2015 et sera notifiée.

Valbonne Sophia Antipolis, le 02 octobre 2015

Le Sénateur-Maire,